



De quoi les communs *urbains* sont-ils le nom ?

Léa Eynaud

Recensé : Mary Dellenbaugh *et al.* (dir.), *Urban Commons: Moving Beyond State and Market*, Berlin : Birkhäuser, 2015, 241 p.

Dossier : Les communs urbains : nouveau droit de cité ?

Cet ouvrage collectif propose un ensemble de réflexions sur le caractère urbain des communs, en analysant de près la mise au point et l'usage de cette catégorisation spécifique dans différents cadres ou contextes. Outre une discussion théorique sur leur définition, les contributions réunies soulignent la dimension processuelle et conflictuelle des communs urbains, que rend bien le terme anglais de « commoning ».

La pensée des communs a connu, au cours des dernières années, des développements majeurs. Prenant appui sur des auteurs aussi divers que Elinor Ostrom (Ostrom 1990), Peter Linebaugh (Linebaugh 2009) ou encore Michael Hardt et Toni Negri (Hardt et Negri 2011), de nombreux travaux ont mis en évidence la portée militante de cette catégorie ainsi que son potentiel pour repenser le droit, la politique et l'économie (Bollier et Helfrich 2013 ; Dardot et Laval 2014 ; Coriat 2015). La recherche sur les communs s'est également illustrée par un foisonnement des terrains, brassant des objets aussi variés que les bassins d'irrigation, les logiciels libres, les médicaments ou encore les coopératives d'habitat, avec, dans bien des cas, une attention résolument portée sur l'ancrage écologique de ces expériences et leur irréductible diversité. L'exploration des possibles théoriques et politiques de la catégorie s'est ainsi accompagnée d'une déclinaison – sinon unanime, du moins très suivie – de la pensée en diverses sous-catégories : des communs *ruraux* aux communs *informationnels* en passant par les communs *sociaux*, *culturels* ou encore *urbains*. C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent ouvrage.

À l'heure où la théorie des communs s'étend à des domaines divers, ce recueil se propose de scruter sa rencontre avec l'urbain, dans un retour critique de la littérature sur elle-même. Jardins partagés à Berlin, coopératives d'habitat à Séoul, projets d'urbanisme *par le bas* au Costa Rica, mouvement contre les évictions et la spéculation immobilières en Espagne : les exemples ne manquent pas pour invoquer les communs *urbains*. Mais que désigne-t-on, au juste, sous ce terme ? Plutôt évasive sur sa définition, la recherche réserve en général cette appellation aux communs situés à l'intérieur du territoire de la ville. Cet ouvrage entend pousser la réflexion plus loin en se plaçant du point de vue de la théorie (politique) des communs et de ses catégories préalables. Hormis leur géographie particulière, les communs urbains correspondent-ils donc point pour point aux autres types de communs ? Comme le souligne Markus Kip, l'urbain ne vaut pas une heure de peine s'il n'est qu'un simple label, un pâle ancrage territorial sans la moindre portée pratique et conceptuelle. Catégorie parmi d'autres au sein d'une pensée à la fois unique et plurielle, les communs urbains ne sauraient s'imposer sans s'*interposer*, ce qui suppose de pointer leur apport et leur spécificité. L'urbain exige-t-il une catégorie à part entière, et si oui, en quoi ? A-t-il une incidence particulière sur la manière dont sont produits et défendus des communs ?

Pour répondre à ces questions, une première série de contributions pose les jalons théoriques de la réflexion, à commencer par le concept de communs. Deux traditions de recherche se croisent à cet effet. L'une, initiée par Elinor Ostrom, pense les communs au carrefour de trois entités : une communauté, une ressource et l'ensemble des règles qu'elle édicte à son entour pour inscrire sa gestion sur le long terme. L'autre, inspirée par les écrits d'auteurs tels que Peter Linebaugh, David Harvey ou encore Massimo De Angelis, voit en eux un espace d'autonomie – le lieu et l'enjeu d'une lutte permanente face à la mainmise de l'État et du marché. Dans un cas comme dans l'autre, les communs n'existent pas en soi. Ils n'apparaissent et ne perdurent que pour autant qu'ils sont produits, défendus et revendiqués – ce que le terme anglais de « *commoning* » dénote avec acuité. Mais la spécificité des communs urbains n'est pas encore rendue explicite. Comment l'urbain s'insinue-t-il dans l'épaisseur de ces activités ? Et que fait-il à la pensée des communs ? Ici s'inscrit, à notre sens, l'un des points forts de l'ouvrage. Centre de la distribution de biens et services, espace de mobilité et nœud de communication, l'urbain dont les auteurs esquissent les traits ne coïncide en rien avec la ville et son tracé. S'il produit des communs d'un type particulier, c'est qu'il pousse la théorie à reconsidérer ses cadres et les limites de son objet. Ce glissement concerne, en premier lieu, la définition de ses entités. Là où l'enclavement des écosystèmes ruraux pouvait justifier, chez Elinor Ostrom, l'étude de communs aux contours bien arrêtés, l'urbain résiste à toute délimitation définitive. Emboîtant les échelles et les parties prenantes, il pointe vers des collectifs composites et fluctuants, aux prises avec des ressources en perpétuelle négociation. Rendre saillantes les frontières du système de ressources et de la communauté s'avère, ainsi, relativement étranger à la nature de l'objet. Saisir les communs urbains dans leur spécificité suppose plutôt de se porter au creux des flux qui les tissent et les parcourent, mais aussi de les restituer dans leur complexité. Un second glissement, corrélatif au premier, s'opère alors sur le versant politique de la pensée. Assemblages poreux aux articulations multiples, les communs urbains sont particulièrement exposés aux infiltrations capitalistes. Comment, dès lors, penser leur émancipation ? Pour Markus Kip, les communs urbains invitent à rompre avec le fantasme romantique d'un engagement pur et parfait, étranger à toute forme de contamination. Plaçant l'ambivalence au cœur du politique, l'auteur inscrit leur puissance de contestation dans l'entrelacement des liens qu'ils entretiennent avec l'extérieur. Du même geste, il ouvre sur une question très concrète : si l'agir politique en milieu urbain se situe non seulement *par-delà* mais aussi *au contact* du marché et de l'État, comment et dans quelle mesure les *commoners* parviennent-ils à faire avancer leur « agenda » ?

Des coopératives d'habitation en Europe à l'occupation de terres au Chili, les études de cas regroupées dans la deuxième partie du volume offrent à cet égard de nombreux éléments de réponse – tout en donnant à voir de sensibles divergences d'inflexion. À un bout du spectre, l'enquête des géographes et urbanistes Tobias Kuttler et Angela Jain à Hyderabad met en lumière le quotidien discret des processus d'appropriation de l'espace physique et de production de l'espace social qui font de la rue un commun (hiérarchisé), en dépit de l'invasion croissante de l'économie mondialisée au cœur de l'espace public indien. De même, le projet d'habitat participatif décrit par Didi K. Han et Hajime Imamasa montre comment l'inventivité d'un groupe d'activistes coréens peut bousculer les valeurs et les pratiques du vivre en ville, en les plaçant sous le signe d'une radicale d'hospitalité. Mais d'autres contributeurs se font plus sceptiques, voire plus agnostiques, quant à la nature des interactions entre communs, État et marché. Ainsi, par exemple, de l'architecte Daniel Opazo Ortiz. Son chapitre sur la lutte des *pobladores* pour le droit à la ville au Chili pointe la reprise et l'instrumentalisation par l'État des accusations de privatisation de l'espace public afin de contrer l'installation d'habitats informels dans la capitale. Tandis que Ignacio Castillo Ulloa, urbaniste, convoque Michel Foucault et Jacques Lacan pour souligner la capacité des habitants d'une communauté urbaine à renégocier la définition institutionnelle de leur cadre de vie, le géographe Manuel Lutz insiste quant à lui sur le rôle d'« appendice » joué par ces initiatives vis-à-vis d'un État social défaillant. Son enquête sur divers campements informels du nord-ouest des États-Unis jette le trouble sur les discours d'émancipation collective qui accompagnent bien souvent la revendication des communs – et mérite, ce faisant, une attention particulière. En 2011, lorsque les camps d'Occupy ont été démontés, la plupart des activistes ont regagné leur domicile ; mais les sans-abri,

eux, sont repartis en quête d'un lieu où survivre. À cet égard, les camps dont l'auteur fait état peuvent être vus comme autant de refuges où les plus vulnérables recouvrent une certaine dignité. S'organiser autour de la gestion de l'espace, définir collectivement les règles et les droits qui régissent le partage des denrées et le vivre ensemble sont autant d'appuis inestimables d'une reprise de pouvoir sur soi, vécus comme tels en situation. Toutefois l'auteur ne s'y méprend pas. Non seulement ces campements demeurent, quoi qu'il en soit, des espaces de survie ; mais ils sont aussi bien souvent mis à profit dans le cadre de politiques néolibérales qui, tout en comblant à moindres frais les manquements de l'État, perpétuent une forme de culpabilisation des pauvres. Dans certains cas, l'autonomie des sans-abri se voit même empiétée par l'établissement de règlements intérieurs stricts de la part des autorités. Sur une fine ligne de crête entre émancipation et instrumentalisation des *commons*, l'intérêt d'une telle contribution est d'endosser, d'emblée, la nature profondément ambiguë de leur action. Comme l'indique Manuel Lutz, il ne s'agit ni de « romantiser », ni d'éluder l'autonomie conquise par les sans-abri au sein de ces espaces habités : « ce que [ces campements] produisent sont des formes auto-organisées d'amélioration des conditions de survie – rien de plus, rien de moins » (p. 112).

À l'exception d'un chapitre sur l'énergie, on pourra toutefois regretter que l'ouvrage se focalise sur des objets relativement classiques du point de vue des études urbaines (habitat, occupation des terres, etc.), alors qu'une définition moins strictement spatiale de l'urbain aurait pu être l'occasion d'explorer un panel plus diversifié de ressources réappropriées, comme l'échange marchand ou les déchets. En outre, si l'ouvrage entend tracer des liens avec la littérature sur les mobilisations collectives, il semble traversé par un flottement quant à la place et au sens que prend le *discours des communs* du point de vue des acteurs. Affirmer que ce discours connaît aujourd'hui une ampleur sans pareil au cœur des luttes urbaines peut-il se passer d'une enquête minutieuse sur la manière dont les acteurs investissent (ou non) cette catégorie pour qualifier leur engagement ? Oui, paraissent noter Sören Becker et ses collègues, dès lors que les communs font office d'outils conceptuels pour interpréter les pratiques d'organisation à l'œuvre sur le terrain. Mais il semble qu'il faille alors renoncer à faire du discours sur les communs une revendication venue d'en bas – à moins de convenir que tout puisse faire l'objet d'un processus de « *commoning* » sauf, précisément, la détermination de ce qui fait sens dans des contextes d'interactions situées.

Bibliographie

- Bollier, M. D. et Helfrich, S. (dir.). 2013. *The Wealth of the Commons: A World Beyond Market and State*, Amherst : Levellers Press.
- Coriat, B. (dir.). 2015. *Le Retour des communs et la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris : Les liens qui libèrent.
- Dardot, P. et Laval, C. 2014. *Commun : essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris : La Découverte.
- Hardt, M. et Negri, A. 2011. *Commonwealth*, Cambridge : Belknap Press.
- Linebaugh, P. 2009. *The Magna Carta Manifesto. Liberties and Commons For All*, Berkeley : University of California Press.
- Ostrom, E. 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge-New York : Cambridge University Press.

Léa Eynaud a étudié à Sciences Po Paris, à l'université Pierre-et-Marie-Curie et à la Freie Universität de Berlin. Sa thèse de doctorat en sociologie et en sciences de l'environnement (École des hautes études en sciences sociales-Université libre de Bruxelles), est financée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Portant sur les processus de réappropriation des

communs à Paris et à Berlin, cette recherche se déploie à la fois dans l'arène militante et sur le plan de l'action collective, dans les domaines de l'énergie, de la nature en ville et des déchets.

Pour citer cet article :

Léa Eynaud, « De quoi les communs *urbains* sont-ils le nom ? », *Métropolitiques*, 1er juillet 2019.

URL : <https://www.metropolitiques.eu/De-quoi-les-communs-urbains-sont-ils-le-nom.html>.